

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

14 DÉCEMBRE 1998

PROJET DE LOI

**portant des dispositions diverses
et relatives à la qualité des
produits agricoles**

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du
28 mars 1975 relative au commerce
des produits de l'agriculture,
de l'horticulture et de la
pêche maritime**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ÉCO-
NOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE
L'ÉDUCATION, DES INSTITUTION SCIENTIFI-
QUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES
CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE(1)

PAR

M. Julien VERSTRAETEN

Composition de la commission : voir : p. 2

Voir:

- 1700 - 97 / 98 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 5 : Texte adopté par la commission.

- 1701 - 97 / 98 :

- N° 1 : Projet de loi.

Voir aussi :

- N° 3 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

14 DECEMBER 1998

WETSONTWERP

**houdende diverse bepalingen en
betreffende de kwaliteit van de
landbouwproducten**

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van
28 maart 1975 betreffende
de handel in landbouw-,
tuinbouw- en
zeevisserijproducten**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET BE-
DRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID,
HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETEN-
SCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLIN-
GEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW (1)

UITGEBRACHT DOOR

DE HEER Julien VERSTRAETEN

Samenstelling van de commissie : zie blz. 2

Zie:

- 1700 - 97 / 98 :

- Nr. 1: Wetsontwerp.
- Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

- 1701 - 97 / 98 :

- Nr. 1: Wetsontwerp.

Zie ook :

- Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ces projets de loi au cours de ses réunions des 1^{er} et 9 décembre 1998.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le ministre renvoie à l'exposé des motifs (Doc. N° 1700/1, pp. 1-12).

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Moors constate que les projets à l'examen sont d'une très grande technicité et qu'ils visent à modifier des lois très diverses relatives à l'agriculture et à la santé des animaux. Bien qu'il puisse souscrire à l'approche globalisante et uniformisante du projet à l'examen, l'intervenant annonce qu'il présentera néanmoins quelques amendements. L'intervenant aborde d'abord l'un des éléments essentiels du projet à l'examen, à savoir l'instauration d'un système d'amendes administratives dans les différentes lois relatives à l'agriculture (système qui s'inspire de celui prévu par la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux). Si l'intervenant estime qu'il est tout à fait normal que l'on inflige des amendes en cas d'infraction à la loi concernée ou à ses arrêtés d'exécution, il lui paraît pourtant préférable, en cas de constatation d'une violation mineure de la loi, d'adresser d'abord aux contrevenants un avertissement de nature générale les mettant en demeure de mettre fin à cette infraction.

Si les contrevenants ne mettent toujours pas fin à l'infraction, un procès-verbal est dressé et transmis au procureur du Roi. Tel est l'objet des amendements n°s 3, 4, 6 et 8, dont la portée est essentiellement pré-

(1) Composition de la commission :
Président : M. Ansoms

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. M. Ansoms, Mme Creyf, MM. Moors, Willems.	MM. Cauwenberghs, De Crem, Mme Gardeyn-Debever, MM. Pieters, Vermeulen.
P.S. MM. Demotte, Larcier, Toussaint.	Mme Burgeon, MM. Delizée, Dighneef, Mook.
V.L.D. MM. De Grauwe, Lano, van den Abeelen.	MM. Desimpel, Smets, Van Aperen, Van Belle.
S.P. MM. De Richter, Verstraeten.	MM. Bartholomeeussen, Cuyt, Schoeters.
P.R.L.- MM. Clerfayt, Hotermans. F.D.F.	MM. Denis, Seghin, Wauthier.
P.S.C. M. Mairesse.	MM. Arens, Fournaux.
V.B. M. Van den Broeck.	MM. Geraerts, Lowie.
Agalev/M. Deleuze. Ecolo	MM. Tavernier, Wauters.

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Van Hoorebeke.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft deze wetsontwerpen besproken tijdens haar vergaderingen van 1 en 9 december 1998.

I. TOELICHTING DOOR DE MINISTER VAN LANDBOUW EN KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN

De minister verwijst naar de Memorie van Toelichting (Stuk nr. 1700/1, blz. 1-12)

II. ALGEMENE BESPREKING

De heer Moors stelt vast dat het hier gaat om zeer technische wetsontwerpen, die ingrijpen in uiteenlopende wetten inzake de landbouw en de dierengezondheid. Hoewel hij tenvolle de globaliserende en uniformiserende aanpak van het wetsontwerp kan onderschrijven kondigt spreker toch enkele amendementen aan. Ten eerste gaat spreker in op één van de essentiële elementen van het wetsontwerp, namelijk de introductie van een stelsel van administratieve boetes in de onderscheiden landbouwwetgevingen (geïnspireerd op de dierengezondheidswet van 24 maart 1987). Het lijkt spreker vanzelfsprekend dat boetes worden opgelegd bij overtredingen van de betrokken wet of de uitvoeringsbesluiten ervan. Nochtans lijkt het hem verkieslijk ingeval een lichte overtreding wordt vastgesteld, vooraf een algemene waarschuwing te richten aan de overtreders, waarbij deze laatste worden aangemaand een einde te maken aan deze overtreding binnen een welbepaalde termijn.

Indien de overtreder dan nog in gebreke blijft, wordt een proces-verbaal opgesteld en overgezonden aan de Procureur des Konings. Zulks is de draagwijdte van de amendementen nrs. 3, 4, 6 en 8, die

(1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Ansoms

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. H. Ansoms, Mevr. Creyf, HH. Moors, Willems.	MM. Cauwenberghs, De Crem, Mme Gardeyn-Debever, MM. Pieters, Vermeulen.
P.S. HH. Demotte, Larcier, Toussaint.	Mevr. Burgeon, HH. Delizée, Dighneef, Mook.
V.L.D. HH. De Grauwe, Lano, van den Abeelen.	HH. Desimpel, Smets, Van Aperen, Van Belle.
S.P. HH. De Richter, Verstraeten.	HH. Bartholomeeussen, Cuyt, Schoeters.
P.R.L.- HH. Clerfayt, Hotermans. F.D.F.	HH. Denis, Seghin, Wauthier.
P.S.C. H. Mairesse.	HH. Arens, Fournaux.
V.B. H. Van den Broeck.	HH. Geraerts, Lowie.
Agalev/H. Deleuze. Ecolo	HH. Tavernier, Wauters.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Van Hoorebeke.

ventive. Pareil avertissement est du reste courant dans d'autres législations. Il permettra en outre d'éviter un engorgement des parquets et, à un stade ultérieur (voir, par exemple, les trois premiers paragraphes proposés de l'article 9), des services chargés, le cas échéant, de proposer une amende administrative.

L'intervenant renvoie ensuite à la «Note d'orientation pour l'agriculture», approuvée par le Conseil des ministres le 26 juin 1998. Le ministre de l'Agriculture et des PME y envisage notamment (pp. 26 e.s.) de responsabiliser les organisations professionnelles représentatives en matière de contrôle de qualité de l'ensemble de la chaîne de production. L'amendement n° 5 vise précisément à élargir la base juridique en matière d'agrégation d'organisations interprofessionnelles ou professionnelles. L'intervenant souhaite encore formuler quelques observations à cet égard. Il constate que l'agriculture belge, qui est fortement régionalisée, se retrouvera de plus en plus souvent en situation de concurrence, principalement avec les pays voisins. Dans ce contexte et eu égard, en outre, à la diminution continue du nombre d'agriculteurs (il ne resterait plus que quelque 42 000 exploitations agricoles en 2005-2010), M. Moors se demande quelle est encore, en fait, l'ampleur de l'assise économique dans les différents secteurs, eu égard surtout au fait que l'on est de plus en plus exigeant sur le plan de la qualité.

La pression à cet égard, surtout à partir des Pays-Bas, ne cessera de croître. L'intervenant fait, par exemple, observer que par suite de la régression progressive du secteur porcin aux Pays-Bas (diminution de 20 à 25%), régression qui a une incidence directe sur les ventes d'aliments pour bétail aux Pays-Bas, les fabricants d'aliments pour bétail se rabattent à présent sur le marché flamand, notamment la Campine anversoise et le Limbourg belge. Par ailleurs, une importante entreprise de fabrication de produits à base d'oeufs de Flandre occidentale vient d'être rachetée par des Hollandais et dans le secteur de l'horticulture ornementale, on constate par exemple aussi que les importations en provenance des Pays-Bas sont en forte hausse.

M. Moors estime, en guise de conclusion, qu'il ne faut donc pas seulement tenir compte des pays voisins, mais qu'il faut aussi une étroite collaboration avec ceux-ci, afin d'arriver à une compatibilité sur le plan du contrôle de la qualité de la chaîne de production.

En troisième lieu, les amendements n°s 7, 9 et 10 tendent, conformément à l'objet du projet de loi à l'examen, à harmoniser les peines infligées en cas d'infraction aux différentes lois. Ainsi, ils prévoient d'inscrire également une peine d'emprisonnement uniforme de quinze jours à cinq ans dans la loi du 28 mars 1975, comme dans les autres lois ayant fait l'objet de modifications. En outre, dans la loi du 24 mars

essentiellement une préventive de l'infraction ont. Een dergelijke waarschuwing is trouwens gangbaar in andere wetgevingen. Deze zal bovendien toelaten een overbelasting te voorkomen van de parketten en, in een latere fase (zie, bijvoorbeeld, de eerste drie voorgestelde paragrafen in art. 9) van de ambtenaren die desgevallend een administratieve boete moeten voorstellen.

Vervolgens verwijst spreker naar de op 26 juni 1998 door de ministerraad goedgekeurde zogenaamde «Oriëntatienota voor de landbouw». Hierin (blz. 26 e.v.) heeft de minister van Landbouw en KMO het ondermeer over het vastleggen van de verantwoordelijkheid van de representatieve beroepsorganisaties van de landbouw inzake de kwaliteitsbewaking van de integrale productieketen. Welnu, amendement nr. 5 verruimt de rechtsgrond inzake erkenning van interprofessionele of branche-organisaties. In dit verband wenst spreker nog enkele bedenkingen te formuleren. Hij stelt vast dat de Belgische landbouw die sterk geregionaliseerd is, meer en meer in een concurrentiesituatie zal terechtkomen, vooral met de omringende landen. In deze context en aangezien bovendien het aantal landbouwers steeds verder vermindert (zo zouden er nog slechts + 42.000 landbouwbedrijven overblijven in 2005-2010) vraagt de heer Moors zich af hoe groot eigenlijk nog het draagvlak is in de verschillende sectoren, zeker in het licht van de toenemende kwaliteitseisen.

De druk in dit verband, vooral vanuit Nederland zal blijven toenemen. Spreker verwijst bijvoorbeeld naar de afbouw van de varkenssector in Nederland (20 à 25 % inkrimping) die een rechtstreekse weerslag heeft op de afzet van veevoeders in Nederland : de producenten van veevoeders gooien zich nu op de Vlaamse markt, o.m. de Antwerpse Kempen en Belgisch Limburg. Ook werd onlangs een belangrijk eierverwerkingsbedrijf in West-

Vlaanderen op gekocht door Nederlanders en bijvoorbeeld ook in de sierbloementeel stelt men vast dat reeds zeer veel wordt aangevoerd uit Nederland.

De heer Moors besluit dat men dus niet alleen rekening moet houden maar zelfs nauw samenwerken met de ons omringende landen, teneinde te komen tot een compatibiliteit op het vlak van kwaliteitsbewaking van de productieketen.

In de derde plaats beogen de amendementen nrs. 7, 9 en 10, conform met het ganse opzet van onderhavig wetsontwerp, de straffen die worden gesteld op overtreding van de onderscheiden wetten, te harmoniseren. Met name wordt eveneens de wet van 28 maart 1975, zoals in de andere gewijzigde wetten, een gevangenisstraf voorzien met een uniforme termijn van 15 dagen tot 5 jaar. Daarnaast wordt in de

1987 relative à la santé des animaux, comme dans les trois autres lois, le montant minimum de l'amende administrative est fixé à la moitié de l'amende pénale minimale prévue en cas d'infraction à la disposition légale en question.

Enfin, ces amendements visent à prévoir dans la loi relative à la santé des animaux, tout comme dans les autres lois relatives au contrôle de la qualité des produits agricoles, une durée uniforme en ce qui concerne la peine d'emprisonnement, qui irait de quinze jours à cinq ans.

Enfin, M. Moors aborde la problématique de la dioxine, à laquelle notre agriculture est confrontée. Bien qu'il s'agisse d'un problème très complexe, la cause de la présence de dioxine dans le lait est, dans quasi cent pour cent des cas, externe à l'agriculture même. (L'intervenant renvoie à cet égard aux discussions concernant la fermeture éventuelle d'installations d'incinération d'ordures ménagères).

Il convient en tout cas que les pouvoirs publics interdisent la commercialisation de ce lait contaminé, ce qui pose le problème de la responsabilité, qui, en l'occurrence, incombe manifestement à un tiers. Il invite dès lors le ministre à examiner si les pouvoirs publics ne pourraient indemniser les agriculteurs concernés pour la perte de revenus qu'ils subissent.

REPONSES DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le ministre essaiera de tenir compte des observations formulées par M. Moors à propos de nos relations avec les pays voisins.

Il marque par ailleurs son accord sur les amendements relatifs à l'avertissement, à l'harmonisation des peines d'emprisonnement et aux minima applicables en ce qui concerne les amendes administratives.

En ce qui concerne la problématique de la dioxine, le ministre annonce deux amendements (nos 1 et 2, Doc. n° 1700/2).

III. DISCUSSION DES ARTICLES

A. Projet de loi portant des dispositions diverses et relatives à la qualité des produits agricoles (Doc. n° 1700/1)

Articles 1^{er} à 4

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Dierengezondheidswet van 24 maart 1987, zoals in de drie andere wetten, het minimumbedrag van de administratieve boete gelijkgesteld met de helft van de minimale strafrechtelijke boete, voorzien voor overtreding van de betrokken wettelijke bepaling.

Tenslotte wordt in diezelfde Dierengezondheidswet, zoals in de andere wetten betreffende de controle op de kwaliteit van de landbouwproducten, de uniforme termijn voor de gevangenisstraf ingevoerd, met name van 15 dagen tot 5 jaar.

Tenslotte gaat de heer Moors in op de problematiek van de dioxine waarmee onze landbouw wordt geconfronteerd. Hoewel dit zeer complex is, is de oorzaak van in melk aanwezige dioxine in quasi 100 % van de gevallen extern aan de landbouw zelf. (In dit verband verwijst spreker naar de discussies rond de eventuele sluiting van installaties voor huisvuilverbranding).

In elk geval dient de overheid te verbieden dat dergelijke besmette melk in de handel wordt gebracht. Dit stelt het probleem van de verantwoordelijkheid die hier duidelijk bij een derde ligt. Hij verzoekt de minister dan ook na te gaan of de overheid de betrokken landbouwers niet zou kunnen vergoeden voor het geleden inkomensverlies.

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER VAN LANDBOUW EN KMO

De minister zal trachten de bedenkingen van de heer Moors m.b.t. onze verhouding tot de omringende landen ter harte te nemen.

De voorgestelde amendementen inzake het proces-verbaal van waarschuwing, de harmonisatie van de gevangenisstraffen en de minima inzake administratieve boetes kunnen verder zijn goedkeuring wegdragen.

Inzake dioxineproblematiek kondigt de minister twee amendementen aan (nrs. 1 en 2, zie stuk nr. 1700/2).

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

A. Wetsontwerp houdende diverse bepalingen en betreffende de kwaliteit van de landbouwproducten, nr. 1700/1.

Art. 1-4

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

Art. 5

Le président attire l'attention sur une correction d'ordre linguistique. Il convient, dans le texte français du 3° proposé, première ligne, de remplacer le mot «insérée» par le mot «ajoutée».

*
* *

L'article 5, ainsi corrigé, est adopté à l'unanimité.

Art. 6

M. Verstraeten, rapporteur, demande si la composition des aliments pour bétail importés fait l'objet d'un contrôle en Belgique.

Le ministre répond que le département de l'Agriculture contrôle les produits une fois que ceux-ci se trouvent en Belgique, mais que les biens circulent bien entendu librement au sein de l'Union européenne.

*
* *

L'article 6 est adopté à l'unanimité.

Art. 7

Le ministre fait observer qu'il convient, dans le texte français de la disposition proposée au 1°, quatrième ligne, d'insérer le mot «auprès» entre les mots «agents judiciaires» et les mots «des parquets».

*
* *

L'article 7 ainsi corrigé est adopté à l'unanimité.

Art. 7bis nouveau

M. Moors présente un amendement (n° 3, Doc. n° 1700/2) visant à insérer un article 7bis (nouveau) qui insère à son tour un article 6bis dans la loi du 11 juillet 1969. Cet article permet aux agents énumérés à l'article 6 de la loi d'adresser - dans les quinze jours de la constatation de l'infraction - un avertissement au contrevenant. L'avertissement mentionne les dispositions légales enfreintes, le délai dans lequel il doit être mis fin à l'infraction ainsi que le fait que le procureur du Roi sera informé s'il n'est pas donné suite à l'avertissement.

Art. 5

De voorzitter signaleert een tekstcorrectie. In de Franse tekst dient, op de eerste regel van het voorgestelde 3°, het woord «insérée» vervangen door «ajoutée».

*
* *

Artikel 5, zoals verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

De heer Verstraeten, rapporteur, vraagt of er in België controle wordt uitgeoefend op de samenstelling van ingevoerde veevoeders.

De minister antwoordt dat als de producten in België zijn, de controle gebeurt door het departement Landbouw. Er is natuurlijk wel vrij verkeer van goederen binnen de E.U.

*
* *

Artikel 6 wordt eenparig aangenomen.

Art. 7

De minister merkt op dat op de vierde regel van de Franse tekst van het voorgestelde 1°, het woord «auprès» dient ingevoerd tussen «judiciaire» en «des parquets».

*
* *

Artikel 7, aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 7bis (nieuw)

De heer Moors dient een amendement nr. 3 in (stuk nr. 1700/2). Dit strekt ertoe een nieuw artikel 7bis in te voegen, dat op zijn beurt in de wet van 11 juli 1969 een artikel 6bis invoegt. Luidens dit artikel kunnen de in artikel 6 van de wet opgesomde agenten - binnen de 15 dagen na de vaststelling - een proces-verbaal van waarschuwing richten aan de overtreder. Dit vermeldt de overtreden wettelijke bepalingen, de termijn waarbinnen een einde dient gesteld aan de overtreding, evenals de mededeling dat de Procureur des Konings wordt ingelicht, als geen gevolg wordt gegeven aan de waarschuwing.

L'auteur souligne le caractère préventif d'un tel avertissement, qui ne préjudicie d'ailleurs en rien aux autres sanctions prévues par le projet de loi à l'examen. Pour le reste, il renvoie à la discussion générale.

Le ministre marque son accord sur l'amendement.

*
* *

L'amendement n° 3 de M. Moors et consorts est adopté à l'unanimité.

Art. 8

Le ministre signale qu'il y a lieu d'apporter une correction au texte du 4° proposé. A la quatrième ligne du texte français du § 1er, 10°, proposé, il y a lieu de remplacer le mot «et» par le mot «ou» afin d'établir la concordance avec le texte néerlandais.

M. Moors lit le commentaire du 3° proposé:

«3° Il ne paraît pas opportun d'interdire et donc de réprimer systématiquement l'exportation de matières premières dont la commercialisation n'est pas autorisée en Belgique.

En effet, dans de nombreux cas, un produit n'est pas admis au niveau national faute de demande, le marché étant inexistant.»

L'intervenant estime que ce commentaire laisse entendre que ce qui ne peut pas être commercialisé en Belgique peut par contre parfaitement être exporté vers d'autres régions, par exemple, en Europe de l'Est ou vers des pays en voie de développement, où les structures et les contrôles sont actuellement encore moins stricts que chez nous. Bien que cette impression soit nuancée par le 10° proposé, l'intervenant demande au ministre de lui fournir davantage de précisions à cet égard.

Le ministre renvoie au 4° de ce même exposé des motifs:

«4° Le nouveau point 10 permet néanmoins de réprimer l'exportation d'une matière première ou d'un pesticide à usage non agricole qui, par exemple, pour des raisons de santé publique, serait interdit(e) au niveau international ou dans le pays importateur.»

L'objectif n'est nullement de nous débarrasser sur des marchés tiers de produits qui ne satisfont pas à certaines normes sanitaires.

De indiener benadrukt het preventieve karakter van een dergelijke waarschuwing, dat trouwens geen afbreuk doet aan de andere door dit wetsontwerp voorziene sancties. Hij verwijst verder naar de algemene bespreking.

De minister is het eens met het amendement.

*
* *

Amendement nr. 3 van de heer Moors c.s. wordt eenparig aangenomen.

Art. 8

De minister signaleert een tekstcorrectie in het voorgestelde 4°. Op de vierde regel van de Franse tekst van de voorgestelde § 1, 10°, dient het woord «et» vervangen door «ou» teneinde de overeenstemming met de Nederlandse tekst te realiseren.

De heer Moors leest de toelichting bij het voorgestelde 3° :

«3° Het lijkt niet opportuun om systematisch de uitvoer van grondstoffen, waarvan de commercialisatie in België niet toegelaten is, te verbieden en dus tegen te gaan.

In de meeste gevallen wordt immers een product niet op nationaal vlak toegelaten wegens een te beperkte vraag naar het product en een onbestaande markt».

Deze uitleg suggereert volgens spreker dat wie niet goed is voor de Belgische markt, wel goed kan zijn voor export naar andere gebieden, bijv. Oost-Europa of ontwikkelingslanden, waar de structuren en controles minder streng zijn tot nu toe. Hoewel deze indruk wordt genuanceerd door het voorgestelde 10°, kreeg hij hier graag meer uitleg van de minister.

De minister verwijst naar het punt 4° in diezelfde memorie van toelichting :

«4° Het nieuwe punt 10 voorziet echter in de mogelijkheid om de uitvoer tegen te gaan van een grondstof of van een bestrijdingsmiddel voor niet landbouwkundig gebruik die bijvoorbeeld wegens redenen van volksgezondheid verboden zou zijn op internationaal vlak of in het invoerend land».

Het is geenszins de bedoeling om ons te ontdoen op derde markten van producten die niet voldoen aan bepaalde normen van volkgezondheid.

L'article 8, tel qu'il a été corrigé, est adopté à l'unanimité.

Art. 9

Le ministre signale qu'il convient d'apporter deux corrections au texte. A la première ligne du texte néerlandais du § 5 proposé, il y a lieu de supprimer le mot «verschillende». Aux troisième et quatrième lignes du texte français du § 9, alinéa 2, proposé, il y a lieu de supprimer les mots «de la section particulière du budget».

*
* *

L'article 9, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 10, 11 et 12.

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 12bis (nouveau)

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 4 - Doc. n° 1700/2) tendant à insérer dans la loi du 2 avril 1971 un article 3bis prévoyant que les agents de l'autorité chargés de la recherche et de la constatation des infractions peuvent adresser un avertissement préalable au contrevenant. L'auteur renvoie à son amendement n° 3 ainsi qu'à la discussion générale.

Le ministre ne voit aucune objection à ce que cet amendement soit adopté.

*
* *

L'amendement n° 4 de M. Moors et consorts est adopté à l'unanimité.

Art. 13 à 18

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Article 18bis (nouveau)

Le ministre présente un amendement (n° 1 - Doc. n° 1700/2) afin de tenir compte des observations concernant la dioxine formulées par M. Moors au cours de la discussion générale. De manière plus générale, cet amendement vise à permettre l'octroi d'une indemnité ou d'une avance au producteur lorsque certains produits sont retirés du commerce dans le cadre de la loi du 28 mars 1975. Cette interdiction de mise dans le commerce peut être décrétée pour des motifs de santé publique ou de santé animale. Cet

Artikel 8, zoals verbeterd wordt eenparig aangenomen.

Art. 9

De minister signaleert twee tekstcorrecties. Op de eerste regel van de Nederlandse tekst van de voorgestelde § 5 dient het woord «verschillende» te worden geschrapt. En op de derde en vierde regel van de Franse tekst van de voorgestelde § 9, tweede lid, dienen de woorden «de la section particulière du budget» te worden geschrapt.

*
* *

Artikel 9, aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 10, 11 en 12

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

Art. 12bis (nieuw)

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 4 (stuk nr. 1700/2) in. Dit beoogt, in de wet van 2 april 1971, een artikel 3bis in te lassen, waardoor de met opsporing en vaststelling van de overtredingen belaste ambtenaren, vooraf een waarschuwing kunnen richten aan de overtreder. De indiener verwijst naar zijn amendement nr. 3 en naar de algemene bespreking.

De minister heeft geen bezwaar.

*
* *

Amendement nr. 4 van de heer Moors c.s. wordt eenparig aangenomen.

Art. 13 tot 18

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

Art. 18bis (nieuw)

De minister dient een amendement nr. 1 (stuk nr. 1700/2) in. Dit wenst tegemoet te komen aan de opmerkingen van de heer Moors m.b.t. dioxine in de algemene bespreking. Meer algemeen beoogt het amendement de mogelijkheid te creëren, wanneer bepaalde producten in het kader van de wet van 28 maart 1975 aan de handel onttrokken worden, een voorschot of een vergoeding te voorzien ten gunste van de producent. Dit verbod tot het in de handel brengen kan gebaseerd zijn op redenen van volksge-

amendement prévoit en outre que l'État belge peut recouvrer les charges financières de cette interdiction auprès du responsable présumé ou prouvé de la cause de cette dernière. Le ministre renvoie par ailleurs à l'amendement n° 2 du gouvernement.

*
* *

L'amendement n° 1 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 18ter (nouveau)

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 5 - Doc. n° 1700/2) visant à insérer un article 18ter (nouveau), qui remplace l'article 4 de la loi du 28 mars 1975 par une nouvelle disposition.

Ce nouveau texte élargit la base juridique pour l'agrément d'organisations interprofessionnelles ou sectorielles de l'agriculture et ce, par analogie avec l'article 4bis de la même loi (agrément des organisations représentatives des fabricants de sucre et des vendeurs de betteraves). L'auteur renvoie à la discussion générale. Cet amendement permettra d'associer également plus étroitement le secteur même à la procédure. Le Roi déterminera en effet les conditions auxquelles le ministre de l'Agriculture agréera ces organisations et approuvera les règles arrêtées par ces organisations en matière de production et de mise sur le marché de certains produits. Ces règles lieront les catégories de personnes concernées et seront publiées au *Moniteur belge*.

Le ministre propose d'utiliser, dans l'alinéa premier, la dénomination «le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions»

*
* *

L'amendement n° 5 ainsi corrigé de M. Moors et consorts est adopté à l'unanimité.

Art. 19

Le ministre signale qu'il convient d'apporter deux corrections de texte à l'article 5, alinéa 1^{er}, proposé, de la loi du 28 mars 1975. Il convient tout d'abord d'insérer, à la quatrième ligne, le mot «auprès» entre le mot «judiciaires» et le mot «des». La même correction doit du reste être apportée aux articles 7 et 12. Il convient ensuite de supprimer, à l'avant-dernière ligne, le mot «modernes».

*
* *

zondheid of diergezondheid. Het amendement bepaalt bovendien dat de Belgische Staat deze financiële last kan terugvorderen van de vermoedelijke of bewezen verantwoordelijke van de oorzaak van het verbod. De minister verwijst verder naar zijn amendement nr. 2.

*
* *

Amendement nr. 1 van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 18ter (nieuw)

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 5 (stuk nr. 1700/2) in. Dit beoogt de invoeging van een nieuw art. 18ter, dat op zijn beurt een nieuwe tekst invoegt voor artikel 4 van de wet van 28 maart 1975.

Deze nieuwe tekst verruimt de rechtsgrond voor de erkenning van de interprofessionele of branche-organisaties van de landbouw, naar analogie met artikel 4bis van diezelfde wet (erkenning van de representatieve organisaties van suikerfabrikanten en bietenverkopers). De indiener verwijst naar de algemene bespreking. Dank zij dit amendement kan de sector zelf ook nauwer worden betrokken. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de minister van Landbouw dergelijke organisaties erkent en de regels goedkeurt, die deze organisaties vaststellen inzake productie en vermarkting van bepaalde producten. Deze regels binden de betrokken categorieën van personen en worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De minister stelt voor om in het eerste lid de minister te benoemen als «de minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft».

*
* *

Amendement nr. 5 van de heer Moors c.s., aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 19

De minister signaleert twee tekstcorrecties in de Franse tekst van het voorgestelde eerste lid van artikel 5 van de wet van 28 maart 1975. Ten eerste dient op de vierde regel «auprès» ingevoegd tussen «judiciaires» en «des». Diezelfde correctie dient te gebeuren in de artikelen 7 en 12. Vervolgens dient op de voorlaatste regel het woord «modernes» te worden geschrapt.

*
* *

L'article 19 ainsi corrigé est adopté à l'unanimité.

Art. 19bis (nouveau)

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 6, Doc. n° 1700/2) tendant à insérer dans la loi du 28 mars 1975 un article 5bis, prévoyant également la possibilité d'adresser un avertissement préalable en cas d'infraction cette loi du 28 mars 1975 ou à ses arrêtés d'exécution. L'intervenant renvoie à la discussion générale et à ses amendements n°s 3, 4 et 8.

Le ministre ne formule aucune objection.

*
* *

L'amendement n° 6 de *M. Moors et consorts* est adopté à l'unanimité.

Art. 20

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 7, Doc. n° 1700/2) tendant à remplacer dans la phrase introductive de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 28 mars 1975 les mots «de quinze jours à un an» par les mots «de quinze jours à cinq ans». La peine d'emprisonnement prévue pour les infractions énumérées dans cet article est dès lors fixée à «quinze jours à cinq ans».

L'amendement répond aux intentions des auteurs du projet de loi, en ce sens qu'il harmonise les peines d'emprisonnement prévues pour les infractions aux différentes lois relatives au contrôle de la qualité des produits agricoles. L'intervenant renvoie également à cet égard à son amendement n° 10, qui tend à insérer un article 25bis.

Le ministre marque son accord sur cet amendement.

*
* *

L'amendement n° 7 de *M. Moors et consorts* est adopté à l'unanimité.

L'article 20 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 21

Le ministre signale qu'il y a lieu d'apporter une correction au texte. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé, de la loi du 28 mars 1975, il y a lieu - par analogie avec les articles 9 et 14 du projet - de remplacer les mots «font l'objet» par les mots «peuvent faire l'objet».

Artikel 19, aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 19bis (nieuw)

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 6 (stuk nr. 1700/2) in. Dit beoogt een artikel 5bis in te voegen in de wet van 28 maart 1975, luidens hetwelk de procedure van voorafgaande waarschuwing eveneens wordt ingevoerd voor overtredingen van de wet van 28 maart 1975 of van de uitvoeringsbesluiten. Spreker verwijst naar de algemene bespreking en naar zijn amendementen nrs. 3, 4 en 8.

De minister heeft geen bezwaar.

*
* *

Amendement nr. 6 van de heer *Moors c.s.* wordt eenparig aangenomen.

Art. 20

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 7 (stuk nr. 1700/2) is. Dit vervangt de inleidende zin van art. 6, § 1, van de wet van 28 maart 1975. Zodoende wordt de gevangenisstraf voor de erna opgesomde overtredingen vastgesteld op «15 dagen tot 5 jaar».

Aldus sluit het amendement aan bij de intenties van de indieners van het wetsontwerp, vermits het de voorziene gevangenisstraffen voor overtredingen van de verschillende wetten betreffende de controle op de kwaliteit van landbouwproducten harmoniseert. Spreker verwijst in dit verband ook naar zijn amendement nr. 10 dat een nieuw artikel 25bis invoegt.

De minister is het eens met het amendement.

*
* *

Amendement nr. 7 van de heer *Moors* evenals artikel 20, aldus gewijzigd, worden eenparig aangenomen.

Art. 21

De minister signaleert een tekstcorrectie. In het voorgestelde eerste lid van art. 8, § 1, van de wet van 28 maart 1975, dienen - naar analogie met de artikelen 9 en 14 van het ontwerp - de woorden «maken het voorwerp uit» te worden vervangen door de woorden «kunnen het voorwerp uitmaken».

Le ministre présente ensuite un *amendement* (n° 11, Doc. n° 1700/2), tendant à insérer un § 9, alinéa 1^{er}, dans cet article, dont le dernier alinéa actuel du § 8 devient l'alinéa 2 du § 9.

Par suite d'une omission, le § 9, alinéa 1^{er}, ne figure pas dans le texte imprimé. Le texte de cette disposition est identique à celui du § 9, alinéa 1^{er}, des articles 9 et 14 susvisés du projet à l'examen.

Enfin, le ministre signale qu'il y a lieu d'apporter une correction au texte français du dernier alinéa actuel du § 8 : à l'avant-dernière ligne, il y a lieu d'insérer les mots «et des produits végétaux» entre le mot «végétaux» et les mots «du ministère».

*
* *

L'amendement n° 11 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 21, ainsi modifié et corrigé est adopté à l'unanimité.

Art. 22

Le ministre fait observer qu'il y a lieu d'apporter une correction de nature légistique à la phrase liminaire de l'article 22, à savoir que les différentes dispositions modificatives doivent être supprimées, étant donné qu'il s'agit d'insérer dans la loi un nouvel article 8bis.

*
* *

L'article 22, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 23

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 24

Le ministre signale qu'il y a lieu d'apporter une correction à la quatrième ligne du texte français de l'article 20, alinéa 1^{er}, proposé: il y a lieu d'insérer le mot «auprès» entre le mot «judiciaires» et le mot «des». A la dernière ligne du texte néerlandais de la disposition proposée, il y a lieu d'insérer les mots «of beamtten» entre le mot «ambtenaar» et le mot «aangewezen».

*
* *

L'article 24, ainsi corrigé, est adopté à l'unanimité.

Vervolgens dient de minister een *amendement* nr. 11 (*stuk* nr. 1700/2) in. Dat strekt tot invoeging van een § 9, eerste lid, in dit artikel. Het huidig laatste lid van § 8 wordt het tweede lid van deze § 9.

Door een vergetelheid is § 9, eerste lid, weggeval-
len in de gedrukte tekst; de tekst ervan is overigens
identiek aan § 9, eerste lid, van de voormelde artike-
len 9 en 14 van het ontwerp.

Tenslotte verwijst de minister nog op een tekst-
correctie in de Franse tekst van het huidige laatste
lid van § 8 : op de voorlaatste regel dienen de woor-
den «et des produits végétaux» ingevoegd tussen
«végétaux» en «du ministère».

*
* *

Amendement nr. 11 van de Regering wordt eenpa-
rig aangenomen.

Artikel 21, aldus gewijzigd en verbeterd, wordt
eenparig aangenomen.

Art. 22

De minister merkt op dat in de aanhef van artikel
22 een legistieke correctie dient aangebracht : met
name dienen de verschillende wijzigingsbepalingen
te worden weggelaten, omdat het gaat om een nieuw
artikel 8bis dat in de wet wordt ingevoegd.

*
* *

Artikel 22, aldus verbeterd, wordt eenparig aan-
genomen.

Art. 23

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.
Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 24

De minister signaleert een tekstverbetering op de
vierde regel van de Franse tekst van het voorgestelde
art. 20, eerste lid, van de wet van 24 maart 1987 :
met name dient het woord «auprès» ingevoegd tus-
sen «judiciaires» en «des». Op de laatste regel van de
Nederlandse tekst van de voorgestelde bepaling die-
nen de woorden «of beamtten» ingevoegd tussen
«ambtenaar» en «aangewezen».

*
* *

Art. 24, aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 24bis (nouveau)

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 8 - Doc. n° 1700/2) tendant à insérer un nouvel article 24bis insérant un article 20bis dans la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

Cet article 20bis (nouveau) instaure également la procédure de l'avertissement préalable en ce qui concerne les infractions à la loi du 24 mars 1987 et à ses arrêtés d'exécution. L'auteur renvoie à la discussion générale et à ses amendements n°s 3, 4 et 6.

Le ministre ne formule aucune objection à l'encontre de l'amendement.

*
* *

L'amendement n° 8 de M. Moors est adopté à l'unanimité.

Art. 25

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 25bis (nouveau)

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 10, Doc. n° 1700/2) visant à insérer un article 25bis (nouveau) en vertu duquel l'emprisonnement prévu par l'article 23, § 1^{er}, 1°, de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux pour les infractions énumérées serait désormais «de quinze jours à cinq ans». L'auteur répète que cet amendement, tout comme l'amendement n° 7, vise à harmoniser les peines d'emprisonnement prévues par toutes les lois relatives au contrôle de la qualité des produits agricoles que le projet de loi à l'examen modifie.

Le ministre marque son accord sur cet amendement.

*
* *

L'amendement n° 10 de M. Moors et consorts est adopté à l'unanimité.

Art. 26

M. Moors et consorts présentent un amendement (n° 9, Doc. n° 1700/2) visant à préciser, à l'article 27, § 4, de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, que le montant minimum de l'amende administrative fixée par le fonctionnaire compétent ne

Art. 24bis (nieuw)

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 8 (stuk nr. 1700/2) in. Dit beoogt de invoeging van een nieuw artikel 24bis, dat op zijn beurt een nieuw art. 20bis invoegt in de diergezondheidswet van 24 maart 1987.

Dit nieuw artikel 20bis voert de procedure van de voorafgaande waarschuwing eveneens in m.b.t. overtredingen van de wet van 24 maart 1987 en de uitvoeringsbesluiten. De indiener verwijst naar de algemene besprekingen en naar zijn amendementen nrs. 3, 4 en 6.

De minister heeft geen bezwaar tegen het amendement.

*
* *

Amendement nr. 8 van de heer Moors wordt eenparig aangenomen

Art. 25

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 25bis (nieuw)

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 10 (stuk nr. 1700/2) in. Dit beoogt de invoeging van een nieuw art. 25bis in het wetsontwerp, luidens hetwelk in art. 23, § 1, 1°, van de diergezondheidswet van 24 maart 1987 de gevangenisstraf voor de ernstige overtredingen wordt vastgelegd op «15 dagen tot 5 jaar». De indiener herhaalt dat dit amendement, zoals het amendement nr. 7, de termijnen van gevangenisstraf harmoniseert in alle door het wetsontwerp gewijzigde wetten betreffende de controle van de landbouwproducten.

De minister is het eens met het amendement.

*
* *

Amendement nr. 10 van de heer Moors wordt eenparig aangenomen.

Art. 26

De heer Moors c.s. dient een amendement nr. 9 (stuk nr. 1700/2) in. Dit beoogt in artikel 27, § 4, van de diergezondheidswet van 24 maart 1987, te bepalen dat de minimale administratieve geldboete die door de bevoegde ambtenaar wordt vastgesteld niet

peut être inférieur à la moitié du minimum de l'amende (pénale) prévue pour la violation de la disposition concernée. La pratique montre en effet que le montant minimum des amendes est parfois trop élevé par rapport à la gravité de l'infraction. En ce qui concerne les lois du 11 juillet 1969, du 2 avril 1971 et du 28 mars 1975, le projet de loi (en ses articles 9, 14 et 21) ramène déjà ce minimum à ce niveau.

*
* *

L'amendement n° 9 de Moors et consorts, ainsi que l'article 26 ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 27

Le ministre déclare qu'il y a lieu d'apporter une correction d'ordre légistique. Il convient de supprimer l'énumération des textes modificatifs contenue dans la phrase liminaire de l'article 27. Il renvoie à l'article 22, qui a fait l'objet d'une modification identique.

*
* *

L'article 27, ainsi corrigé, est adopté à l'unanimité.

Art. 28

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 28bis (nouveau)

Le ministre présente un amendement (n° 2, Doc. n° 1700/2). Il renvoie à son amendement n° 1 visant à insérer un article 18bis (nouveau) permettant d'indemniser le producteur en cas de retrait du marché de produits qui font courir un risque à la santé publique ou animale.

L'amendement n° 2 s'inscrit dans le prolongement de l'amendement n° 1 en prévoyant que le Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, institué par la loi du 23 mars, est alimenté (entre autres) par les recouvrements d'indemnités ou d'avances accordées dans le cadre de:

1° la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

lager mag zijn dan de helft van de minimale (strafrechtelijke) geldboete die is voorzien voor de overtreding van de betrokken bepaling. De praktijk heeft immers geleerd dat het huidige minimumbedrag van de administratieve boetes soms te hoog is in vergelijking met de ernst van de overtreding. Voor de wetten van 11 juli 1969, 2 april 1971 en 28 maart 1975 wordt dit minimum reeds op datzelfde niveau vastgelegd door het wetsontwerp (in resp. de artikelen 9, 14 en 21)

*
* *

Amendement nr. 9 van de heer Moors c.s. wordt eenparig aangenomen

Artikel 26, aldus gewijzigd, wordt eenparig aangenomen.

Art. 27

De minister wijst op een legistische verbetering. In de aanhef van art. 27 dienen de opgesomde wijzigingsbepalingen te worden weggelaten. Hij verwijst naar art. 22, waar een identieke verbetering werd aangebracht.

*
* *

Artikel 27, aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen

Art. 28

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt
Het wordt eenparig aangenomen

Art. 28bis (nieuw)

De minister dient een amendement nr. 2 (zie stuk nr. 1700/2) in. Hij verwijst naar zijn amendement nr. 1 tot invoering van een nieuw artikel 18bis, dat de mogelijkheid creëert de producent te vergoeden bij het uit de handel nemen van producten die een risico inhouden voor de volksgezondheid of de dierengezondheid.

Welnu, onderhavig amendement nr. 2 sluit hierbij aan, en voorziet dat het bij wet van 23 maart 1998 opgerichte Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, (ondermeer) wordt gestijfd door de terugvordering van vergoedingen of voorschotten verleend in het kader van :

1° de diergezondheidswet van 24 maart 1987;

2° la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénérgique ou à effet stimulateur de production chez les animaux;

3° la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

4° la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture.

Ainsi, le département peut notamment recouvrer les indemnités ou avances accordées pour couvrir les pertes subies par des producteurs de produits agricoles - par exemple, à la suite du retrait du marché de lait contaminé par la dioxine - auprès du responsable de la pollution. L'amendement permet de verser les montants recouverts au fonds précité.

*
* *

L'amendement n°2 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 29

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est ensuite adopté à l'unanimité.

B. Projet de loi modifiant la loi du
28 mars 1975 relative au commerce des produits
de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche
maritime, n° 1701/1.

Art. 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Le ministre fait observer que le texte néerlandais de l'article 13, § 2, proposé de la loi du 28 mars 1975 doit être rédigé comme suit : «Alleen de correctionele rechtbank van Brugge is bevoegd voor de misdrijven inzake zeevisserij.».

*
* *

2° de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, antihormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

3° de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten;

4° de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren.

Zodoende kan het Departement onder meer het door producenten van landbouwproducten geleden verlies, - bijvoorbeeld bij het uit de handel nemen van met dioxine besmette melk - verhalen op de verantwoordelijke van de vervuiling. Het amendement laat toe de teruggevorderde bedragen te storten in voornoemd fonds.

*
* *

Amendement nr. 2 van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Art. 29

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt vervolgens eenparig aangenomen

B. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 28
maart 1975 betreffende de handel in landbouw-,
tuinbouw- en zeevisserijproducten, nr. 1701/1.

Art. 1

Bij dit artikel werden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De minister wijst op een tekstverbetering : de Nederlandse tekst van § 2 van het voorgestelde artikel 13 van de wet van 28 maart 1975 dient als volgt te worden geformuleerd : «Alleen de correctionele rechtbank van Brugge is bevoegd voor de misdrijven inzake zeevisserij.».

*
* *

L'article 2, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

Le rapporteur,

J. VERSTRAETEN

Le président,

J. ANSOMS

Artikel 2, aldus verbeterd, wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

J. VERSTRAETEN

De Voorzitter,

J. ANSOMS